

COMMUNE D'ISTRES

13 800

Demande d'autorisation d'extension
phase 2 du programme MRTT
sur la base aérienne d'Istres

Enquête publique
entièrement dématérialisée
qui s'est déroulée du
22 juin au 22 juillet 2020

**Rapport du commissaire enquêteur :
Fabienne CARRIAS**

Sommaire

1. PREAMBULE.....	3
1.1. OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	3
1.2. DEROULEMENT.....	4
1.3. DECISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF.....	4
2. ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	5
2.1. DECISIONS ADMINISTRATIVES	5
2.1.1. Prescription de l'enquête publique.....	5
2.1.2. Nomination du commissaire enquêteur	5
2.2. PUBLICITE ET AFFICHAGE.....	5
2.2.1. Annonces dans la presse.....	5
2.2.2. Affichage sur le site d'enquête.....	6
2.2.3. Autres informations	7
2.3. VISITE	9
2.4. CONSULTATION DEMATERIALISEE DES DOSSIERS SOUMIS A ENQUETE	9
2.5. REGISTRE D'ENQUETE	14
2.6. PERMANENCE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	14
3. DOSSIER SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE	17
3.1. OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	17
3.2. CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE	18
3.3. ANALYSE DES PIECES DU DOSSIER D'ENQUETE	19
3.3.1. Avant-propos	19
3.3.2. Partie 1 : Objet de la demande.....	20
3.3.3. Partie 2 : Résumé non technique	20
3.3.4. Partie 3 : Description du site et des installations	21
3.3.5. Partie 4 : Etude d'impact.....	21
3.3.6. Partie 5 : Evaluation des incidences NATURA 2000.....	24
3.3.7. Partie 6 : Etude des dangers.....	24
3.3.8. Partie 7 : Dossier graphique	25
3.3.9. Partie 8 : Présentation non technique	26
4. REGISTRE D'ENQUETE.....	27
4.1. OBSERVATIONS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES.....	27
4.1.1. Avis de l'Autorité environnementale & mémoire en réponse	28
4.1.2. Avis du SDIS.....	28
4.1.3. Avis de la DDTM et de l'INOQ.....	29
4.2. OBSERVATIONS DU PUBLIC.....	30
5. DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	31
6. ANNEXES AU RAPPORT D'ENQUETE	32

ANNEXES

1. PREAMBULE

1.1. OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Suite à la loi de programmation militaire 2014 - 2019, le ministère des armées s'est engagé dans un programme d'acquisition d'avions de ravitaillement en vol et de transport stratégique MRTT (Multi-Rôle Transport Tanker) sur la base 125 d'Istres.

Une première phase de travaux MRTT, relative à la création d'un premier centre de maintenance (CM1) pour MRTT et d'un premier parking avions, a donné lieu à l'établissement d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter soumis à enquête publique.

L'enquête publique concernant cette phase 1 du programme MRTT s'est déroulée du 18 avril au 18 mai 2017. A l'issue, un arrêté d'autorisation d'exploiter a été signé le 29/11/2017 par le ministère des armées.

La phase 2 du programme de travaux MRTT vient compléter cette phase 1 : Elle a donné lieu à l'établissement d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter soumis à enquête publique. C'est ce dossier qui est l'objet de la présente enquête, portée par le ministère des armées et qui concerne :

« L'extension phase 2 du programme MRTT, sur le site de la base aérienne d'Istres ».

La phase 2 du projet englobe la réalisation des ouvrages suivants :

- Un second centre de maintenance pour MRTT (CM2)
- Un bâtiment opérations pour l'escadre et les escadrons MRTT
- Un centre de formation
- Une escale aérienne
- Un second parking Avions
- L'adaptation de la centrale électrique de la base avec l'ajout d'un troisième groupe électrogène.

Lié au programme d'acquisition d'avions de ravitaillement en vol et de transport stratégique MRTT, le SEA¹ devait accroître les capacités du dépôt des essences sis au sein de la base aérienne 125 à Istres pour faire face à l'accueil de ces nouveaux avions. Ce projet, porté par la DELPIA², a également donné lieu à l'établissement d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un dépôt Essence Air soumis à enquête publique. L'enquête publique concernant ce projet s'est déroulée du 16 août au 15 septembre 2017. A l'issue, un arrêté d'autorisation d'exploiter a été signé le 12/01/2018 par le ministère des armées.

¹ SEA : Service des Essences des Armées

² DELPIA : Direction de l'Exploitation et de la Logistiques Pétrolières Interarmées

1.2. DEROULEMENT

Pour des motifs de sécurité sanitaire - crise COVID 19 – et de projet urgent et d'intérêt national, l'enquête publique s'est intégralement déroulée en version dématérialisée, comme l'autorisait l'ordonnance du 25 mars 2020, dans son article 12.

L'enquête publique s'est déroulée, durant 30 jours consécutifs, sur la commune d'Istres :

Du lundi 22 juin au mercredi 22 juillet 2020 inclus.

Bien que le commissaire enquêteur n'assurât aucune permanence physique, le public avait néanmoins la possibilité de demander un rendez-vous téléphonique avec le commissaire enquêteur.

Cette demande pouvait être formulée via l'adresse mail du registre d'enquête dématérialisée : enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr.

1.3. DECISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Une décision du Tribunal administratif de Marseille du 05/05/2020 n° E20000026 / 13 désigne Fabienne CARRIAS, en qualité de Commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique ayant pour objet, à la demande du ministère des armées

« L'extension phase 2 du programme MRTT, sur le site de la base aérienne d'Istres »

Un arrêté en date du 03 juillet 2020 pris par Préfet des Bouches du Rhône prescrit l'ouverture d'une enquête publique pour la création des infrastructures d'accueil et de soutien des avions ravitailleurs Multi Rôle Tanker Transport (MRTT) – Phase 2, sur la commune d'Istres considérant qu'il y a lieu de soumettre cette demande d'autorisation d'exploitation d'une ICPE³ à enquête publique.

Compte tenu de la réglementation pour les ICPE et les rubriques de nomenclature ICPE concernées par le projet, l'enquête publique se déroule uniquement sur le territoire de la commune d'Istres (13).

³ ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

2. ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

2.1. DECISIONS ADMINISTRATIVES

2.1.1. Prescription de l'enquête publique

Le projet d'extension phase 2 du programme MRTT bénéficiait de la demande « au cas par cas ». Cela signifie que dans le cadre de la procédure d'évaluation environnementale, il y aurait soit :

- Un processus « simplifié » avec la réalisation d'une étude d'incidences environnementales « allégée » et une enquête publique de 15 jours,
- Le processus « classique » avec la réalisation d'une étude d'incidences environnementales (étude d'impact) et une enquête publique de 30 jours.

Les modalités d'accomplissement de cette procédure sont fixées aux articles L. 122-1 et R. 122-1 et suivants.

Le ministère de l'environnement a demandé que le projet suive le processus « classique » de demande d'autorisation environnementale (ex-autorisation d'exploiter).

La prescription d'enquête publique fait suite à une demande formulée par le ministère des Armées pour l'extension phase 2 du programme MRTT, sur le site de la base aérienne 125, sur la commune d'Istres ».

Compte-tenu du contexte sanitaire COVID-19, il a été préconisé de dématérialiser intégralement l'enquête publique.

Une copie de cet arrêté est jointe au présent rapport (cf. **Annexe 1** [A.1.1]).

2.1.2. Nomination du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur - Fabienne CARRIAS, ingénieur QSE - a été désignée par décision du Tribunal administratif de Marseille en date du 05/05/2020 n°E2000026/13 pour conduire l'enquête publique ayant pour objet « L'extension phase 2 du programme MRTT, sur le site de la base aérienne d'Istres – Commune d'Istres »

Une copie de cette décision est jointe au présent rapport (cf. **Annexe 1** [A.1.2]).

Fabienne CARRIAS atteste :

- n'avoir pris aucune part à quelque titre que ce soit à l'élaboration du projet soumis à enquête publique et,
- ne pas être intéressée à l'opération au sens des dispositions de l'art. R123-9 du code de l'environnement.

2.2. PUBLICITE ET AFFICHAGE

2.2.1. Annonces dans la presse

Conformément à la réglementation, la préfecture des Bouches du Rhône, pour le compte de la base aérienne 125 d'Istres, a fait passer une annonce sur la réalisation de l'enquête publique, avant son ouverture le 22 juin 2020 et dans les 8 jours qui suivent l'ouverture, dans deux journaux locaux. Les publications ont eu lieu dans :

- La Provence : les 05/06/2020 et 23/06/2020
- La Marseillaise : les 05/06/2020 et 23/06/2020

Une copie de l'Avis d'enquête et des annonces Presse est jointe au présent rapport (cf. **Annexe 2** [A.2.1 à A.2.4]).

2.2.2. Affichage sur le site d'enquête

Conformément à la réglementation, la base aérienne 125 a affiché l'avis d'enquête : Au droit du projet concerné par l'enquête publique [cf. Figure 1].



Ce premier affichage a été complété par un affichage à l'entrée de la base [cf. Figure 2].



Un plan d'affichage, permettant d'améliorer la localisation des affichages est joint au présent document (**Annexe 3** [A.3.1.1])

2.2.3. Autres informations

Au cours de la phase préparatoire, il a été demandé oralement à nos interlocuteurs de la base aérienne 125 et de la Préfecture 13, d'élargir la communication.

En effet, nous sortions d'une période de confinement totale de 2 mois et, depuis le 11/05/2020, le déconfinement était progressif.

La dématérialisation totale d'une enquête publique est quelque chose de nouveau, en phase expérimentale⁴ dans les régions Bretagne et Haut de France.

Notre préoccupation était :

- Comment avoir une information large, pour toucher le plus de personnes, afin d'avoir un bon niveau de participation du public ?
- « Réinventer » la communication, la publicité sur le projet, tout en étant vigilant avec l'utilisation des réseaux sociaux par exemple et les risques de « Hackage », de « Fake News », etc.

La base aérienne 125 n'a pas de site Internet, ni de page Facebook.

Il a été demandé à la commune d'Istres, concernée par l'enquête, de mettre l'information sur :

- sur son site Internet : L'information était visible sur les pages
 - « Actualité » : <https://www.istres.fr/index.php?id=254>
 - « Urbanisme » : <https://www.istres.fr/index.php?id=282>
- sur la page Facebook de la ville : <https://www.facebook.com/villedistres/>

ce qui a été fait dès le 22/06/2020, vers 13h00.

L'information n'a pas été publiée dans le journal communal de publication mensuelle, du fait des délais trop courts.

Commentaire :

Les formalités d'affichage légales ont été mises en œuvre : dans la presse, à la Mairie, sur le site projeté. Les obligations d'information du public ont été réalisées.

La base aérienne 125 a montré une volonté de transparence et de communication, et la commune d'Istres a joué le jeu.

L'information d'enquête publique a été diffusée sur le site Internet et la page Facebook de la commune d'Istres.

⁴ Participation du Public par Voie Electronique (PPVE) : Phase expérimentale pour 3 ans, jusqu'au 11/08/2021 (Décret n° 2018-1217 du 24 décembre 2018)

Le commissaire enquêteur a vérifié :

- Quelques jours avant le démarrage de l'enquête, soit le 17/06/2020 :
 - Le fonctionnement du lien Internet vers le Registre dématérialisé proposé pour télécharger le dossier d'enquête : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>
Le lien fonctionnait parfaitement et nous avons pu télécharger le dossier compressé
 - Le verrouillage du dossier sur le Registre dématérialisé a été fait, afin que le 22/06/2020 le dossier soumis à enquête soit accessible au public et que le dépôt de requête soit possible
- Le jour de la réunion préparatoire, le 19/06/2020, l'affichage existant :
 - à l'entrée de la base aérienne 125 d'Istres,
 - à une entrée annexe de la base, face au DEA (dépôt principal), situé à 300 m du projet concerné par l'enquête
- Deux jours après l'ouverture de l'enquête, soit le 24/06/2020 :
 - L'affichage sur le site Internet de la commune d'Istres ainsi que la visibilité et l'accessibilité à l'information d'enquête publique
 - Le fonctionnement du lien Internet, proposé par la Préfecture : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>
Recherches « base aérienne 125 Istres » puis dans « Accueil > Publications > Publications environnementales > Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) > Installations Classées soumises à autorisation et à enregistrement et carrières > Istres » et pour finir identifier l'enquête parmi toutes les entreprises : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-et-carrieres/Istres#>
- Chaque jour, à partir du 24/06/2020, l'évolution des consultations et des téléchargements du dossier soumis à enquête sur le site « <https://www.registre-dematerialise.fr/1969> »

Les constats de visibilité sur Internet effectués par le commissaire enquêteur sont joints au présent rapport (cf. **Annexe 3** [A3.2.1 à A.3.2.5]).

Commentaire :

Furtivité des informations sur les réseaux sociaux, comme sur les sites Internet selon leur configuration : En effet, le commissaire enquêteur a constaté que 8 jours après le démarrage de l'enquête publique (soit le 30/06/2020) sur le site de la commune, comme sur sa page Facebook, l'information avait rapidement été noyée par le reste.

En 8 jours, l'information de l'enquête publique sur la partie « Actualité » du site Internet d'Istres était passée en page 3.

Si les enquêtes publiques dématérialisées devenaient une généralité, comme le souhaite le gouvernement : Qu'advient-il de la participation citoyenne ? Comment le citoyen sera informé et bien informé ? Qu'advient-il de l'échange privilégié que les citoyens entretiennent avec les commissaires enquêteurs, même si le citoyen après avoir vu le commissaire enquêteur dépose sa requête sur un registre dématérialisé ?

2.3. VISITE

Il y a eu une visite du site concerné par l'enquête.

Au cours de cette visite préparatoire qui a eu lieu le 19/06/2020, le commissaire enquêteur a visité le site où sont projetées les installations soumises à la présente enquête publique ainsi que les installations objet de la 1^{ère} phase du projet MRTT.

Nous avons rencontré sur la base aérienne 125 d'Istres :

- Le responsable du projet MRTT, Phase 2, au sein du bureau « Maitrise des risques »,
- La responsable du bureau « Maitrise des risques »
- Le commandant de la base aérienne 125
- L'adjoint au commandant de la base aérienne 125

Commentaire :

Merci aux personnes rencontrées pour leurs disponibilités, leurs soucis de clarté et de transparence permettant de mieux appréhender le dossier.

Lors de notre visite, nous avons pu avoir des réponses concernant nos premières interrogations sur le dossier.

Le site lié au projet MRTT" (phase 1 et phase 2) est situé à l'intérieur de la base aérienne militaire d'Istres mais visible du chemin des Belons,

La route d'accès « Chemin des Belons » est connue des Istréens.

2.4. CONSULTATION DEMATERIALISEE DES DOSSIERS SOUMIS A ENQUETE

L'évolution règlementaire⁵ offre de nouvelles possibilités pour le public de s'informer, prendre connaissance et s'impliquer sur des dossiers où son avis est sollicité : La dématérialisation des dossiers soumis à enquête publique.

En effet, en 2016, la réglementation régissant les enquêtes publiques a évolué :

- Une ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016, entrée en vigueur au 1er janvier 2017, a réformé les procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.
- Son décret d'application n°2017-626 du 25 avril 2017, tout en maintenant et en rationalisant les modes de consultation traditionnels (registre papier et courrier postal), a généralisé la dématérialisation de l'enquête publique.

Cette évolution règlementaire a permis d'élargir les possibilités de consultation et d'émission d'avis par le public.

⁵ Décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes

Cette évolution réglementaire, complétée par l'ordonnance du 25 mars 2020, article 12, permet la réalisation de l'enquête publique de ce projet d'intérêt national et présentant un caractère urgent. Projet qui aurait été bloqué du fait des contraintes dues à la crise sanitaire COVID-19.

L'enquête publique a donc été dématérialisée et il n'y a pas eu de permanence du commissaire enquêteur.

Pour cela, le ministère des Armées a mis en place, par l'intermédiaire du site internet « www.registre-dematerialise.fr » de la société Préambules, un lieu dématérialisé de consultation du dossier et de recueil des avis.

Le lien Internet de consultation mis à disposition du public pour le dossier était :

- <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>

En suivant ce lien, il était possible de :

- Télécharger le dossier complet,
- Demander, via le mail associé au registre dématérialisé, un rendez-vous téléphonique avec le commissaire enquêteur
- Déposer son observation

Ce lien figurait sur l'avis d'enquête publique.

[Cf. Figure 3 : Site Registre dématérialisé, Page de présentation du projet MRTT Phase 2]


REGISTRE DÉMATÉRIALISÉ
CONSULTATION & ENQUÊTE PUBLIQUE

Base Aérienne 125 - ISTRES : Projet MRTT phase 2 – Demande d'autorisation environnementale

Figure 3

Présentation Déroulement Documents de présentation Les observations Déposer une observation

Présentation de l'enquête publique



Base Aérienne 125 - ISTRES : Projet MRTT phase 2 – Demande d'autorisation environnementale

Pendant 30 jours consécutifs, du 22 juin 2020 jusqu'au 22 juillet 2020 inclus, se déroulera une enquête publique uniquement par voie dématérialisée conformément à l'article 12 de l'ordonnance du 25 mars 2020, compte tenu du contexte de pandémie COVID-19, pour des motifs de sécurité sanitaire.

Le projet MRTT phase 2 est lié à l'accueil de nouveaux types d'avions A330-200 multi-rôle transport tanker (MRTT) sur la base aérienne 125 d'ISTRES qui implique la construction et l'adaptation d'infrastructures. Le programme comporte les projets de constructions neuves suivants :

- un second centre de maintenance pour MRTT,
- un poste de commandement pour l'escadre et les escadrons MRTT,
- un centre de formation dédié à la formation et à l'entraînement des équipages navigants et non navigants,
- une escale aérienne MRTT, assimilable à un terminal aéroportuaire,
- un parking avions pour l'escadre aérienne,
- ajout de groupe électrogène afin d'accroître la puissance électrique secourue.

Arrêté d'ouverture de l'enquête publique
Arrêté du Préfet en date du 03 juin 2020

Référence du Tribunal Administratif
N°E20000026/13 du 5 mai 2020 - Tribunal administratif de MARSEILLE

Commissaire enquêteur(ice)
Madame Fabienne CARRIAS

Information du public

Utilisez le ou les boutons ci-dessous pour télécharger les documents.

Télécharger l'avis

Télécharger l'arrêté

Apportez votre contribution

Déposer un avis sur le registre dématérialisé de cette concertation publique est simple, sécurisé et si vous le souhaitez anonyme.

Il vous reste encore 13 jours.

Déposer une observation

L'objectif de ce registre d'enquête publique électronique est de permettre au public de prendre connaissance plus facilement du projet puis de consigner ses observations et propositions.

Partagez sur les réseaux sociaux

l'adresse de ce registre numérique.

Partager 0

Twitter

Certaines pièces du dossier pouvaient également être consultées aux adresses suivantes :

- <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr>
Arrêté d'ouverture d'enquête, Avis d'enquête, Avis MRAE, Mémoire en réponse à la MRAE, Résumé non technique, Avis du SDIS, Avis tacite de la DDTM et de l'INOQ
- <https://www.projets-environnement.gouv.fr>
Evaluation environnementale (Etude d'impact) uniquement

[Cf. Figure 4 : Site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône]

L'adresse précise était : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-et-carrieres/Istres#>

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE
Liberté Équité Fraternité

Les services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône

Services de l'État | Politiques publiques | Actualités | Publications | Démarches administratives | Vous êtes...

Accueil > Publications > Publications environnementales > Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) > Installations Classées soumises à autorisation et à enregistrement et carrières > Istres

Mise à jour le 19/06/2020

Installations Classées soumises à autorisation et à enregistrement et carrières

- Aix-en-Provence
- Ailleins
- Arles
- Aubagne
- Belcodène
- Berre l'Étang
- Bouc Bel Air
- Cabries
- Cassis
- Charleval
- Châteauneuf les Martigues
- Châteauneuf
- Cuges-les-Pins
- Ensues-la-Rédonne
- Eyguières
- Eyragues
- Fontvieille
- Fos-sur-Mer
- Fuveau
- Gardanne
- Gemenos
- Gignac-la-Nerthe
- Grans
- Graveson
- Istres**
- Jouques
- La Ciotat
- La Fare les Oliviers
- La Penne sur Huveaune
- Lamanon
- Lambesc
- Langon-Provence
- Le Paradou
- Le Puy-Sainte-Réparate
- Le Rove
- Les Pennes-Mirabeau
- Mallormet
- Marignane
- Marseille
- Martigues
- Maussane-les-Alpilles
- Meyrargues
- Meyreuil
- Miramas
- Mollegès
- Noves
- Orgon
- Péligonne
- Peynier
- Peypin
- Peyrolles
- Plan d'Orgon
- Port de Bouc
- Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Puylobier
- Rognac

Enquêtes publiques pour la commune d'Istres

Entreprise AER (Eiffage)

Objet : Exploitation temporaire d'une centrale à béton sur la base 125

- > Demande d'enregistrement - format : PDF - 7,56 Mb
- > Avis de consultation du public - format : PDF - 0,28 Mb
- > Arrêté du 3 juillet 2017 portant enregistrement - format : PDF - 0,48 Mb

Entreprise : AREVA NC

Objet : Réhabilitation de son ancien site d'exploitation

- > Arrêté du 15 septembre 2015 de mise à jour des installations classées présentes sur site - format : PDF - 0,57 Mb
- > Arrêté du 15 septembre 2015 concernant les prescriptions de réhabilitation du site - format : PDF - 1,07 Mb
- > arrêté du 27 mai 2016 instaurant des servitudes d'utilité publiques - format : PDF - 1,72 Mb

Entreprise : BASE AERIENNE 125

Objet : Stockages de produits explosifs

- > Demande d'enregistrement - format : PDF - 3,03 Mb
- > Avis consultation du public - format : PDF - 0,42 Mb
- > Arrêté en date du 31 mars 2016 portant enregistrement d'une ICPE - format : PDF - 0,47 Mb

Objet : Exploitation d'un centre de maintenance pour avions de type MRTT et régularisations administratives

- > Avis d'enquête publique - format : PDF - 0,61 Mb
- > Arrêté d'ouverture d'une enquête publique - format : PDF - 0,74 Mb
- > Avis de l'Autorité Environnementale - format : PDF - 1,71 Mb
- > Rapport et conclusions du Commissaire Enquêteur - format : PDF - 29,87 Mb
- > Arrêté d'autorisation du 29 novembre 2017 - format : PDF - 4,78 Mb

Objet : Création des infrastructures d'accueil et de soutien des avions ravitailleurs MRTT - Phase 2

- > Arrêté d'ouverture d'enquête publique - format : PDF - 1,91 Mb
- > Avis d'enquête publique - format : PDF - 0,90 Mb
- > Avis de l'Autorité Environnementale - 4 mai 2020 - format : PDF - 5,85 Mb
- > Mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale - format : PDF - 3,84 Mb
- > Résumé non-technique - format : PDF - 2,53 Mb
- > Avis du Service départemental d'incendie et de secours - format : PDF - 2,91 Mb
- > Avis tacite de la DDTM et de l'INOQ - format : PDF - 0,09 Mb

Le dossier sera disponible durant l'enquête publique au lien suivant : [c:\Dossier d'enquête publique](#)

Figure 4

Tous ces liens Internet étaient indiqués sur l'avis d'enquête publique.

Le dossier était également consultable sur un poste informatique à la préfecture des Bouches-du-Rhône, sis à Marseille

Commentaire :

La consultation dématérialisée se met en place, depuis fin 2017 ...

Il est plus aisé d'utiliser le lien Internet dédié au projet, que celui de la préfecture : <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr>.

Sur le site de la préfecture, il faut être « expert » pour arriver à trouver son chemin.

En effet, le lien exact du site de la préfecture, après les sélections notamment :

- *« Accueil > Publications > Publications environnementales > Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*
- *du type d'enquête : « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) », puis « Installations Classées soumises à autorisation et à enregistrement et carrières »*
- *et pour finir, de la commune : Istres*

était :

<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-et-carrieres/Istres#>

et non simplement l'adresse indiquée sur l'avis d'enquête.

Nous espérons, qu'à ce sujet, le site Internet de la préfecture va sérieusement évoluer car le public non averti peut être aisément rebuté.

A ce titre, concernant le site de la Préfecture, nous émettons donc les suggestions suivantes si nous ne connaissons pas parfaitement le titre utilisé et la commune concernée :

- *Accorder de l'importance au titre du dossier soumis à enquête et au titre utilisé sur le site Internet de la Préfecture. Ainsi une recherche par mot clé permettrait peut-être d'arriver plus vite au dossier, pour un non initié*
- *Donner un mode d'emploi (itinéraire) pour chercher sur le site de la Préfecture : dossier, sous-dossier, ...*
- *Avoir sur le site une information donnant le lien où le dossier peut être téléchargé dans son intégralité, en complément de ce qui est écrit sur l'avis d'enquête*

Pour la consultation dématérialisée, nous trouvons préférable de privilégier un lien Internet dédié au dossier soumis à enquête.

2.5. REGISTRE D'ENQUETE

Comme il n'y avait pas de lieu physique pour l'enquête publique, il n'y a pas eu de registre papier.

Seul un registre d'enquête dématérialisé a été ouvert le 22 juin 2020 pour recueillir les avis du public durant l'enquête publique.

Il est resté ouvert du 22 juin 2020 à 00h01 au 22 juillet 2020 à 23h59.

Le registre d'enquête dématérialisé s'est ouvert et clôturé automatiquement.

A la clôture de l'enquête, le 22 juillet 2020, le registre d'enquête n'avait reçu aucune observation (Cf. Figure 5 ci-après)

2.6. PERMANENCE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Il n'y a eu aucune permanence.

L'enquête publique en raison des consignes sanitaire liées au COVID-19 s'est entièrement déroulée sous forme dématérialisée.

Le dossier soumis à l'enquête, en version dématérialisée, est resté à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête publique.

Le public avait la possibilité de :

- consulter la version papier librement à la Préfecture et/ou via les liens Internet indiqués sur l'avis d'enquête publique
- consigner ses remarques directement sur le registre dématérialisé ou via un mail

Le public avait la possibilité de demander un rendez-vous téléphonique au commissaire-enquêteur. Pour cela il devait faire sa demande via le mail dédié pour l'enquête publique : enquete-publique-1969@registre-dematerialis.fr

Le commissaire enquêteur rappelait la personne au jour et à l'heure convenu.

En l'absence de permanence, le commissaire enquêteur allait voir chaque jour le registre dématérialisé, afin de pouvoir réagir rapidement en cas de demande de rendez-vous téléphonique.

[Cf. Figure 5 : Nombre total de visiteurs, de téléchargement et d'observation]

Figure 5

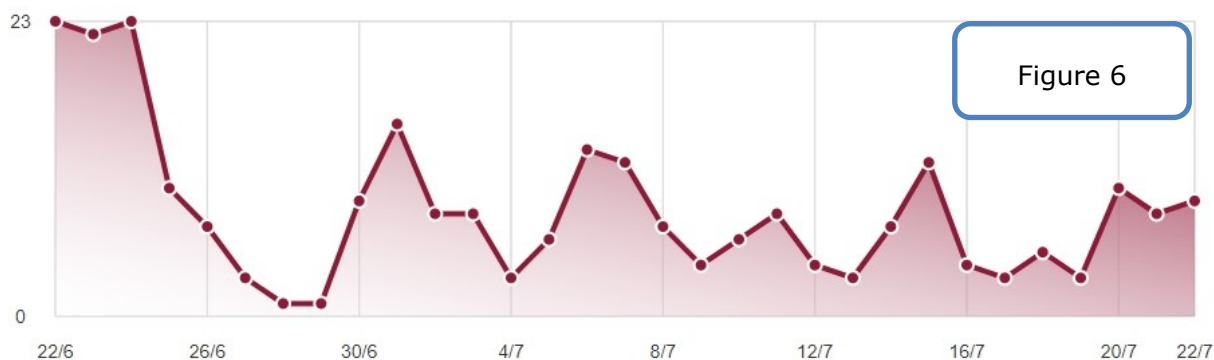
Adresse du registre : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>
 Statut : Clos
 Du lundi 22 juin 2020 à 00h01 au mercredi 22 juillet 2020 à 23h59
 Dossier de présentation : 285.57Mo

0 Observation 257 Visiteurs 382 Téléchargements ?

[Figure 6 ci-dessous : Statistique des visites journalières]

Statistiques de visites

[Visualiser le registre](#)



Le nombre moyen de visite par jour sur la durée de l'enquête publique a été d'environ 8-10 personnes, avec une pointe à 23 visites les premiers jours.

Le nombre moyen de téléchargement par pièce du dossier soumis à enquête s'est situé entre 8 et 22 fois.

Les pièces les plus téléchargées (>15 fois) ont été :

- | | |
|-------------------------------------------------------------|---------|
| ▪ DDAE ⁶ , Partie 1 : Objet de la demande | 22 fois |
| ▪ DDAE, Partie 3 : Description du site et des installations | 16 fois |
| ▪ DDAE, Partie 7 : Dossier graphique | 18 fois |

[Cf. Figure 7 ci-dessous : Détail des téléchargements, par pièces du dossier]

⁶ DDAE : Dossier de Demande d'Autorisation d'Environnementale

Figure 7

Arrêté d'ouverture d'enquête publique : 8 téléchargements
 Avant-Propos : 13 téléchargements
 Couverture hors annexes : 11 téléchargements
 Partie 1 - Objet de la demande : 22 téléchargements
 Partie 2 - Résumé non technique : 13 téléchargements
 Partie 3 - Description du site et des installations : 16 téléchargements
 Partie 4 - Étude d'impact : 12 téléchargements
 Partie 5 - Volet milieu naturel de l'étude d'impact : 9 téléchargements
 Partie 5 - Évaluation des incidences Natura 2000 : 11 téléchargements
 Partie 6 - Étude de dangers : 10 téléchargements
 Partie 7 - Dossier graphique : 18 téléchargements
 Partie 8 - Présentation non technique : 11 téléchargements
 Évaluation appropriée des incidences natura 2000 : 8 téléchargements
 Couverture - Annexes : 10 téléchargements
 Annexes à la partie 3 - Description du site et des installations projetées : 10 téléchargements
 Annexe 1 - Références cadastrales BA125 : 8 téléchargements
 Annexe 2 - Carte du zonage du PLU d'Istres : 8 téléchargements
 Annexe 3 - Caractérisation eaux de surface Istres : 10 téléchargements
 Annexe 4 - ESID BA125 Zone MRTT2 VNEI V2019-vdef : 9 téléchargements
 Annexe 5 - Conformité EAU arrêté 2 février 1998 24-01-2020 : 11 téléchargements
 Annexe 6 - Conformité AIR arrêté 2 février 1998 24-01-2020 : 10 téléchargements
 Annexe 7 - avis d'Hydrogéologue Agréé : 8 téléchargements
 Annexe 8 - Diagnostic de pollution industrielle des terres : 9 téléchargements
 Annexe 9 - Étude acoustique du CM1 en phase exploitation : 9 téléchargements
 Annexe 10 - Étude acoustique impact sonore de l'avion A330 MRTT : 9 téléchargements
 Annexe 1 - Liste non exhaustive des substances : 10 téléchargements
 Annexe 2 - Analyse du Risque Foudre : 9 téléchargements
 Annexe 3 - Étude technique foudre : 13 téléchargements
 Annexe 4 - Notice de sécurité incendie du CM2 : 12 téléchargements
 Avis de l'autorité environnementale : 11 téléchargements
 mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale : 10 téléchargements
 Annexe 1 - Avis Istres : 13 téléchargements
 Annexe 2 - Arrêté du 24 avril 2020 : 8 téléchargements
 Avis SDIS : 14 téléchargements
 Avis tacite DDTM et INOQ : 9 téléchargements

3. DOSSIER SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

3.1. OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique avait pour objet de soumettre un dossier de :

« Demande d'autorisation d'extension phase 2 du programme MRTT
sur la commune d'Istres présentée par le
Ministère des Armées »

Le projet consiste à installer un second centre de maintenance pour avions A330-220 Multi Rôle Tanker Transport (MRTT ou avion multi-rôle de ravitaillement en vol et de transport) au sein de la base aérienne 125 (BA125) avec des infrastructures associées, à l'ouest de la commune d'Istres (Bouches-du-Rhône). Le site du projet se situe dans la partie Est de l'aérodrome (voir illustration 1).

Le projet de création de ce deuxième centre de maintenance (CM2) s'inscrit dans un programme plus large, le programme Multi Rôle Tanker Transport (MRTT). Ce programme a pour objectif de remplacer les composantes actuelles du ravitaillement en vol et du transport stratégique de personnels et/ou de fret de faible encombrement, par un unique aéronef de type Airbus A330-200.

À terme, il est prévu que la base aérienne 125 d'Istres, identifiée comme base principale d'exploitation, accueille une flotte de quinze avions A330-200 MRTT qui seront livrés progressivement entre 2018 et 2027. Elle a été désignée base principale d'exploitation des avions MRTT. A ce titre, elle doit faire l'objet d'un programme de travaux de construction et d'adaptation d'infrastructures pour l'accueil des MRTT.

Commentaire :

La présente enquête est dû au fait que :

- *Parmi les installations concernées par des rubriques ICPE, la rubrique 2930-1-a « Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie » donnait un classement « soumis à Autorisation »*
- *L'autorité environnementale, lors d'une demande au cas par cas, de dérouler la procédure « classique »*

Toutefois, suite au décret n°2020-559⁷ du 12/05/2020, la réglementation a modifié trois activités relevant de la nomenclature des installations classées (ICPE). La rubrique 2930 fait partie de ces 3 activités.

- *Le Centre de Maintenance 2 (CMA) concerné par la rubrique 2930-1-a car d'une surface > 5 000 m² est passé du régime d'Autorisation, à celui d'Enregistrement.*

Le Ministère des Armées aurait pu faire le choix d'arrêter la procédure, et ne pas faire d'enquête publique.

Par soucis de communication et de transparence, ils ont décidé de poursuivre la démarche.

⁷ Décret n° 2020-559 du 12 mai 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

3.2. CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE

Le dossier soumis à l'enquête publique était constitué des pièces suivantes :

▪ Avant-propos	12 p
▪ DDAE en 8 parties	
○ Partie 1 : Objet de la demande	35 p
○ Partie 2 : Résumé non technique	37 p
○ Partie 3 : Description du site et des installations	45 p
○ Partie 4 : Etude d'impact	273 p
○ Partie 5 : Evaluation des incidences NATURA 2000	5 p
○ Partie 6 : Etude des dangers	109 p
○ Partie 7 : Dossier graphique	11 p
○ Partie 8 : Présentation non technique	
▪ Annexes au DDAE	
○ Annexes à la partie 3 : Description	8 p
○ Annexes à la partie 4 : Etude d'impact	
• Annexe 1 : Références cadastrales	1 p
• Annexe 2 : Carte du zonage du PLU d'Istres	1 p
• Annexe 3 : Caractérisation eaux de surface – Istres	5 p
• Annexe 4 : ESID BA 125 – Zone MRTT – VNEIv2019	98 p
• Annexe 5 : Conformité EAU	
– Arrêté du 02/02/1998 modifié – v24/01/2020	5 p
• Annexe 5 : Conformité AIR	
– Arrêté du 02/02/1998 modifié – v24/01/2020	6 p
• Annexe 7 : Avis de l'Hydrogéologue agréé	1 p
• Annexe 8 : Diagnostic de pollution industrielle des terres	35 p
• Annexe 9 : Etude acoustique du centre de maintenance 1 (CM1) en phase d'exploitation	26 p
• Annexe 10 : Etude acoustique	
– Impact sonore de l'avion AIRBUS 330 MRTT	25 p
○ Annexes à la partie 6 Etude de dangers	
• Annexe 1 : Liste non exhaustive des substances	1 p
• Annexe 2 : Analyse du Risque Foudre (ARF)	52 p
• Annexe 3 : Etude Technique Foudre (ET)	61 p
• Annexe 4 : Notice de sécurité incendie du centre de maintenance 2 (CM2)	1 p

En complément, il y avait :

- Avis de l'Autorité Environnementale
- Mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale
- Annexe 1 : Avis d'Istres
- Annexe 2 : Arrêté du 24 avril 2020 portant agrément d'un site naturel de compensation – site de Cossure - commune de Saint-Martin-de-Crau (Bouches-du-Rhône)
- Avis du SDIS
- Avis tacite DDTM et INOAQ

Aucune pièce n'a été ajoutée en cours d'enquête publique.

3.3. ANALYSE DES PIÈCES DU DOSSIER D'ENQUÊTE

La lecture des pièces présentées en enquête publique n'a pas amené d'interrogations, seulement quelques commentaires.

Les rares demandes de précision ont été principalement formalisées par téléphone ou voie électronique.

Nous présenterons ci-après quelques points de synthèse des pièces du dossier qui paraissent important pour le commissaire enquêteur de relever.

L'ensemble du dossier était clair et paraissait exhaustif, le commissaire enquêteur a donc fait le choix d'insérer quelques **Commentaires** pour indiquer :

- des points d'effort et de vigilance que le pétitionnaire aurait pu avoir
- des points de rappel ou de précision, pour le lecteur.

Commentaire :

Chaque partie du DDAE est autoporteuse et quasiment structurée de la même manière :

- *Les premières pages listent les figures et tableaux que nous retrouverons dans le document, et un glossaire*
- *Le chapitre 1 présente synthétiquement le contexte du projet (Objet du document) et rappelle les différentes parties du DDAE. Cela représente entre 15 à 30 pages*
- *Le chapitre 2 présente la documentation : Présentation des textes réglementaires applicables ou de référence (guides, normes, autres DDAE, ...)*
- *Le chapitre 3 est une « notice descriptive » ou de présentation générale*
- *C'est à partir du chapitre 4 que débute réellement le descriptif de la partie concernée comme l'Etude d'impact, ou l'Etude de danger, etc.*

3.3.1. Avant-propos

Cette partie « Avant-Propos » a pour objectif de décrire le contenu du Dossier de Demande d'Autorisation d'Environnementale (DDAE) afin d'en faciliter la prise de connaissance.

Nous trouvons ...

- Une présentation synthétique du projet, et des 2 phases :
 - Phase 1 : Création d'un premier centre de maintenance (CM1) pour MRTT et d'un premier parking avions
 - Phase 2 : Création d'un second centre de maintenance pour MRTT (CM2), d'un bâtiment opérations pour l'escadre et les escadrons MRTT, d'un centre de formation, d'une escale aérienne, d'un second parking avions, et l'adaptation de la centrale électrique de la base avec l'ajout d'un troisième groupe électrogène
- Une synthèse de la documentation réglementaire applicable à la DDAE
- Une présentation du contenu de la DDAE

Commentaire :

Cette partie « Avant-Propos » permet d'avoir une bonne compréhension du projet. Elle présente un intéressant historique industriel de la base aérienne 125.

3.3.2. Partie 1 : Objet de la demande

Cette partie « Objet de la demande » contextualise le projet d'extension et, présente le porteur du projet et les installations projetées.

"Suite à la loi de programmation militaire 2014 - 2019, le ministère des armées s'est engagé dans un programme d'acquisition d'avions de ravitaillement en vol et de transport stratégique MRTT (Multi-Rôle Transport Tanker).

L'accueil de nouveaux avions A330-200 MRTT sur la BA125 d'Istres implique la construction et l'adaptation d'infrastructures."

Cette DDAE⁸ concerne les nouvelles installations classées au titre de la phase 2 du projet MRTT.

Cette partie 1 comprend :

- L'identité du demandeur,
- Le contexte du dossier, la localisation du site et son historique,
- La nature et le volume des activités principales et annexes de l'organisme ainsi que des installations projetées,
- Les capacités techniques et financières de l'organisme,
- La situation administrative des installations exploitées ou projetées comprenant notamment le classement selon les nomenclatures ICPE et IOTA

Cette partie 1...

- Fait un rappel des premiers ouvrages réalisés pour le projet MRTT :
 - Un centre de maintenance n°1 (CM1) pour MRTT, un parking Avions, un bâtiment d'extinction incendie pour le CM1 : Ces ouvrages construits dans le cadre de la phase 1 du projet, exploités par la BA125, ont fait l'objet d'un arrêté d'autorisation d'exploiter du ministre des armées, signé le 29/11/2017
 - Un nouveau dépôt des essences des armées : Ces installations exploitées par le SEA qui ont fait l'objet d'un arrêté d'autorisation d'exploiter du ministre des armées, signé le 12 janvier 2018
- Donne une description succincte des ouvrages de la phase 2 du projet MRTT

3.3.3. Partie 2 : Résumé non technique

Cette partie 2 présente :

- Une synthèse des impacts (Résumé non technique de l'étude d'impact), rappelant les impacts liés à la phase 1 du projet et au dépôt d'hydrocarbures MRTT et présentant ceux liés à la phase 2.

⁸ DDAE : Dossier de Demande d'Autorisation d'Environnementale

- Une synthèse des phénomènes dangereux (Résumé non technique de l'étude de dangers) est présentée : 4 Phénomènes dangereux ont été retenus.

Une quinzaine de pages rappelle l'historique du projet, la présentation du demandeur.

Commentaire :

Cette partie 2 « Résumé non technique » et la partie 8 « Présentation non technique » induisent une confusion.

En effet cette partie 2 correspond au « résumé non technique de l'étude d'impact, alors que la partie 8 correspond aux résumés non techniques de l'étude d'impact ET de l'étude de dangers.

Il est écrit que « Les ouvrages respecteront la RT 2012⁹ ». La RE2020¹⁰ entre en application pour les bâtiments neufs à compter du 01/01/2021. L'état et l'armée aurait pu se montrer exemplaire en anticipant et respecter la RT 2020

Il manque des précisions concernant le type de démarche Qualité Environnementale du Bâti (QEB) qui sera appliqué.

Note : L'étude d'impact est aussi ce que les nouveaux textes réglementaires appellent « Evaluation environnementale »

3.3.4. Partie 3 : Description du site et des installations

Cette partie 3 fait ...

- Un rappel de l'historique du projet, la présentation du demandeur (constante pour chaque partie de la DDAE)
- Une présentation générale des ouvrages de la phase 2 du projet MRTT dont une synthèse des études relatives au dimensionnement des ouvrages de la phase 2 du projet MRTT
- Une présentation des installations projetées

Et est complétée par un ensemble de 5 annexes (Plans et schéma).

3.3.5. Partie 4 : Etude d'impact

Cette partie 4 « Etude d'impact » comprend :

- Une notice explicative présentant le projet et décrivant les ouvrages de la phase 2 du projet MRTT : Rappel synthétique des installations projetées décrites dans la partie 3
- Une présentation de l'état initial du site et de son environnement, une synthèse de l'état initial et une hiérarchisation des enjeux
 - Situation géographique
 - Environnement humain du site
 - Géologie – Géotechnique – Sismicité

⁹ RT 2012 : Règlement Thermique du bâtiment 2012

¹⁰ RE 2020 / RT 2020 : Réglementation Environnementale (thermique) du bâtiment 2020

- Contexte hydrogéologique
- Contexte hydrologique
- Conditions climatiques
- Climat
- Milieu naturel
- Bruit
- Synthèse de l'état initial et hiérarchisation des enjeux
- Les raisons du choix du projet
- Une présentation des impacts du projet sur l'environnement et mesures pour supprimer, réduire ou compenser ces impacts : Chaque aspect est présenté dans sa situation actuelle et celle projetée, avec les mesures de limitation ou de suppression qui seront mis en oeuvre
 - Aspect visuel
 - Sols et sous-sol
 - Prélèvement d'eau
 - Dangerosité environnementale des produits
 - Rejets liquides
 - Émissions gazeuses et poussières
 - Gestion des déchets
 - Milieu naturel
 - Émissions sonores
 - Vibrations
 - Émissions lumineuses
 - Odeurs
 - Trafic
 - Utilisation rationnelle de l'énergie
 - Climat
- Une présentation des impacts de la phase travaux sur l'environnement et mesures pour supprimer, réduire ou compenser ces impacts avec présentation de l'aspect environnemental étudié : Pour chaque milieu et aspect (cf. liste ci-avant, sauf énergie et climat, et 2 aspects spécifiques aux travaux), une évaluation des impacts (incidences) sur l'environnement durant la phase travaux a également été réalisée et des mesures de limitation ou de suppression présentées
- Une présentation des impacts cumulés avec d'autres projets connus
- L'évaluation des risques sanitaires (ERS) ou effets sur la santé du projet et ses conclusions
 - Pour chacun des produits ou nuisances, sont identifiées : Les sources d'émission ; Les voies de transfert potentielles vers une cible éventuelle pouvant porter atteinte à la santé humaine dans l'environnement [atmosphère (inhalation, retombées de poussières sur les cultures, ...), eaux de surface ou souterraines et sols (alimentation humaine ou animale)].
 - L'examen a été mené selon le classement suivant : Les déchets et rejets liquides, Les nuisances sonores, Les émissions atmosphériques (canalisées, diffuses et envols), La pollution du sol.

Ainsi que

- Une évaluation du cas de non-réalisation du projet
- L'articulation du projet avec les documents de planification
- Les dispositions prévues pour la remise en état du site en cas de cessation d'activité
- L'analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet

Et pour terminer :

- Une synthèse des impacts du projet sur l'environnement

- Une présentation des impacts liés aux situations accidentelles identifiées : lien entre l'étude de dangers et l'étude d'impact

L'étude d'impact permet de comparer la situation future après conversion avec la situation actuelle vis-à-vis de l'environnement. Les bilans chiffrés auraient dû être ceux incluant la phase 1 du projet MRTT. Celui-ci ayant été terminé très récemment, les bilans chiffrés n'existent pas encore, la situation projetée a donc été comparée avec une moyenne des bilans de ces trois dernières années.

Cette partie 4 « Etude d'impact » est complétée par un ensemble de 10 annexes dont

- Annexes 1 & 2, qui traitent de l'aspect urbanistique
- Annexes 2, 4 & 7, qui traitent l'aspect Eau
- Annexe 4, qui traite le « Volet milieu naturel de l'étude d'impact (VNEI) »
- Annexe 6, qui traite l'aspect Air
- Annexe 8, qui traite l'aspect Sol
- Annexes 9 & 10, qui traitent l'aspect Bruit

Chaque aspect (regroupé en thème) a été présenté dans sa situation actuelle et celle projetée y compris en phase Travaux, avec les mesures de limitation ou de suppression qui seront mis en œuvre, il ressort le « classement » suivant :

- Sensibilité faible : Situation géographique ; Contexte hydrologique ; Conditions climatiques ; Qualité de l'air ;
- Sensibilité modérée : Environnement humain du site ; Géologie-Géotechnique-Sismicité ; Contexte hydrogéologique ; Climat ; Bruit
- Sensibilité forte : Milieu naturel

Un chapitre reprend les principales mesures d'Évitement, de Réduction et de Compensation (ERC) mises en œuvre dans le cadre du projet en phase exploitation et travaux. Au niveau de la compensation, nous retiendrons :

- Les rejets liquides : la rénovation des réseaux d'eaux pluviales et usées de la base (Action à long terme)
- Les émissions gazeuses et poussières : le remplacement des composantes actuelles de ravitaillement en vol les plus polluantes
- La gestion des déchets, et plus particulièrement la gestion des terres des ouvrages nécessitant du déblaiement de terres naturelles :
 - Les terres inertes seront réutilisées pour les besoins de la BA125 (merlons...)
 - Les terres polluées identifiées sur le terrain d'assiette de la future escale MRTT seront évacuées en bio-centre ou en Installation de Stockage de Déchets Dangereux - ISDD.
- Le milieu naturel : la participation du MINARM au projet Cossure géré par la CDC Biodiversité en compensation des impacts prévisibles du projet sur la faune et la flore de la zone (acquisition de 14,3 ha d'unités foncières).
- Les émissions sonores et les vibrations : Sur le chantier, tous les travaux ou opérations sources de nuisances sonores seront réalisés en horaires de jour.

Commentaire :

L'étude d'impact est claire et paraît exhaustive. La démarche ERC est clairement expliquée du fait d'un regroupement dans un chapitre dédié.

Nous retiendrons la compensation des impacts prévisibles du projet sur la faune et la flore de la zone concernée par le projet : Participation financière du MINARM au projet Cossure¹¹ géré par la CDC Biodiversité. Cette contribution « compense » 100% de la surface concernée par le projet, objet de la présente enquête.

Note : L'étude d'impact correspond à ce que les nouveaux textes réglementaires appellent « Evaluation environnementale ».

3.3.6. Partie 5 : Evaluation des incidences NATURA 2000

Les aménagements de la phase 2 MRTT ne sont pas situés à l'intérieur d'un périmètre NATURA 2000 mais accolés à deux d'entre eux.

Cette partie 5 introduit l'inventaire et renvoi vers le document qui présente plus spécifiquement l'évaluation des incidences NATURA 2000.

3.3.7. Partie 6 : Etude des dangers

Une trentaine de pages rappelle l'historique du projet, la présentation du demandeur, les données générales sur le site, son environnement et son organisation, et la description de l'installation étudiées.

L'étude de dangers démarre réellement à partir de la page 32 et comprend les parties :

- Méthodologie
- Identification des risques liés aux produits
- Analyse des antécédents et enseignements tirés du retour d'expérience
- Analyse des risques liés à l'environnement
- Identification et caractérisation des potentiels de dangers liés aux opérations et aux équipements des différentes sections
- Positionnement des accidents majeurs de l'installation conformément l'arrêté français du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs
- Organisation et moyens d'intervention en cas d'accident

L'étude de dangers :

- Rend compte de l'analyse de risques qui constitue une démarche d'identification et de réduction des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant.
- Précise les risques auxquels l'installation peut exposer

¹¹ Projet Cossure : <https://www.cdc-biodiversite.fr/reference/reserve-dactifs-naturels-de-cossure-2/> ; <https://www.cdc-biodiversite.fr/news/cdc-biodiversite-obtient-lagrement-du-1-er-site-naturel-de-compensation-de-france-pour-cossure/>

Les scénarios sont décrits en termes de :

- Probabilité si les effets sortent des limites de propriété
- Gravité des conséquences humaines si les effets sortent des limites de propriété
- Intensité selon les seuils définis dans l'arrêté du 29 septembre 2005 (irréversibles, létaux, létaux significatifs)
- Cinétique.

L'étude retient 5 phénomènes dangereux, tous restant dans l'enceinte de la base et dont la probabilité se situe entre « C - événement improbable » à « E - événement possible mais extrêmement peu probable »

[Figure 8 : Extrait de la partie 8 « Présentation non technique - Tableau 5 : tableau récapitulatif des scénarii de l'étude de dangers »]

Section	Description	Type d'effet	Indice de probabilité	Effet très grave / SELS (m)	Effet grave / SEL (m)	Effet significatifs / SEI (m)	Gravité	Cinétique
Alvéole du CM2 et sa mezzanine	Feu de nappe de kérosène couvrant la totalité de la surface de l'alcôve avec feu d'avion	Thermique	E	35	55	75	INT	Rapide
	Incendie suite à une fuite de 15 m ³ de carburant d'un réservoir partiellement rempli à 36%	Thermique	D	13	18	24	INT	Rapide
	Incendie suite à une fuite de liquide hydraulique	Thermique	C	2	2,5	3	INT	Rapide
	Incendie suite à une fuite de carburant du moteur	Thermique	D	6	8	10	INT	Rapide
	Incendie dans l'espace de stockage de la mezzanine	Thermique	SO	NA	NA	NA	INT	Rapide

Cette partie 6 « Etude de dangers » est complétée par un ensemble de 4 annexes dont :

- Annexe 1, listant les substances dangereuses présentes
- Annexes 2 & 3, traitant l'aspect Foudre
- Annexe 4, qui est une notice synthétique de sécurité incendie pour le centre de maintenance 2 (CM2)

3.3.8. *Partie 7 : Dossier graphique*

Quelques pages rappellent l'historique du projet et les parties de la DDAE.

Cette partie présente les cartes et plans réglementaires du DDAE

- Carte au 1 : 25 000 – Emplacement du projet
- Plan - Installation et abords (rayon de 100 mètres)
- Plan au 1 : 200 - Installation

3.3.9. Partie 8 : Présentation non technique

Une quinzaine de pages rappelle l'historique du projet, la présentation du projet et son contexte, la présentation du demandeur.

Puis cette partie présente

- Le résumé non technique de l'étude d'impact
- Le résumé non technique de l'étude de dangers

Commentaire :

Cette partie 8 « Présentation non technique » est une synthèse fidèle et claire des études principales « Etude d'impact » et « Etude de dangers ».

Elle permet une bonne compréhension pour le public des enjeux environnementaux sur la biocénose (faune, flore, eau, air, sol, ...) et l'humain (population, activités, santé, ...).

4. REGISTRE D'ENQUETE

Les documents et les écrits de présentation, concourant à l'enquête dématérialisée, ont été vérifiés par Mme CARRIAS, commissaire enquêteur, le 16/07/2020. Après quelques corrections, l'ordre de verrouillage du registre a été validé le 17/06/2020 afin que ce dernier s'ouvre automatiquement le jour défini, soit le 22/06/2020.

[Cf. Figure 9 : Mail reçu confirmant le verrouillage du registre dématérialisé]



Le registre d'enquête dématérialisé :

- S'est ouvert automatiquement et électroniquement le 22/06/2020, jour d'ouverture de l'enquête publique, à 00h01.
- A été tenu à disposition avec l'ensemble des pièces citées ci-avant § 3.2 – Contenu du dossier
- S'est automatiquement clôturé, le 22/07/2020, jour de clôture de l'enquête, à 00h00.

Disposant d'un espace privé sécurisé, le commissaire enquêteur a pu suivre chaque jour les évolutions : visite, téléchargement, demande de rendez-vous, dépôt d'observation.

4.1. OBSERVATIONS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

La Préfecture a communiqué, pour avis, un exemplaire du dossier aux services déconcentrés de l'État :

- L'autorité environnementale
- Direction Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM)
- Institut des Origines et de la Qualité (INOQ / INAO)
- Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Il n'y a pas eu de nouveaux avis reçus pendant l'enquête publique.

4.1.1. *Avis de l'Autorité environnementale & mémoire en réponse*

L'avis de l'autorité environnementale évalue la prise en compte de l'environnement dans le projet de la deuxième phase de programme de travaux d'un centre de maintenance pour avions A330-200 Multi Rôle Tanker Transport (MRTT) sur la base militaire 125 d'Istres.

L'avis porte à la fois sur la qualité de l'étude d'impact et sur la manière dont l'environnement est pris en compte par le projet.

Pour l'autorité environnementale, l'étude d'impact traite avec clarté de l'ensemble des thématiques environnementales indiquées à l'article R.122-5 du code de l'environnement.

Toutefois, plusieurs points mériteraient d'être approfondis :

- le dossier développe insuffisamment l'appréciation des impacts cumulés de l'ensemble du programme de travaux constitué par le programme MRTT, notamment en lien avec les phases travaux antérieures et successives sur le site.
- les dispositifs envisagés de suivi de la qualité des milieux (eaux souterraines, rejets eaux pluviales et eaux usées, terres excavées...) en phase travaux puis d'exploitation méritaient d'être mieux explicités dans le dossier.

L'autorité environnementale relève que la démarche ERC (Eviter, Réduire, Compenser) est bien appréhendée, notamment pour le milieu naturel pour lequel une mesure de compensation est proposée. Elle consiste en l'achat et la gestion de 14,3 Hectares, sur le Site Naturel de Compensation (SNC) de Cossure, à proximité du projet.

Cependant, l'équivalence écologique de cette mesure au regard des impacts du projet (choix d'un ratio de 1) n'est pas suffisamment justifiée.

Commentaire :

Dans le registre dématérialisé, étaient présentés :

- *L'avis de l'autorité environnementale*
- *Annexe 1 – Avis Istres*

En fait, ces 2 documents sont un seul et même document, identifiés sous 2 noms différents.

Dans son « Mémoire en réponse à l'Autorité environnementale », le pétitionnaire a apporté une réponse à chaque point soulevé par l'autorité environnementale.

4.1.2. *Avis du SDIS*

L'avis porte principalement sur les éléments constituant la réalisation du centre de maintenance n°2 (CM2) soumis à autorisation

Le SDIS émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte de leurs observations :

- Les mesures prévues au dossier devront être respectées
- Le poteau d'incendie créé pour le CMA doit répondre aux normes en vigueur (NFS61-211 & 61-213)
- Les poteaux d'incendie de la boucle devront répondre simultanément aux caractéristiques des normes en vigueur
- La création d'un nouveau réseau incendie pour répondre à la défense extérieure contre l'incendie de l'ensemble de la base aérienne 125 (DECI dite « spécifique »)
- La mise à jour des plans de secours

Et est complété par les observations suivantes :

- Des essais de contrôle des poteaux incendie doivent être réalisés, y compris pour la construction du CM2, afin de vérifier si ceux-ci respectent les débits demandés lors d'une utilisation en simultanée.
 - Lors de la construction du CM1, ces essais n'avaient pas été réalisés
 - Une étude réalisée en 2016 (basée sur les derniers tests réalisés) précisait qu'en cas d'utilisation en simultané des trois poteaux d'incendie, ceux-ci n'étaient pas conforme aux normes
- La préconisation de réaliser un nouveau réseau prend en compte outre la construction du CM2 mais également les futurs projets qui sont prévus sur la base. Ce réseau pourrait être construit soit sur le principe d'un forage avec une pomperie capable de fournir le débit le plus important requis sur la base, soit sur le principe d'un bassin alimenté par un forage à l'identique de ceux qui desservent les zones d'activités commerciales (Clesud).

Les deux principes permettent de répondre à la DECI dite « spécifique » ainsi que de garantir une ressource inépuisable permettant une durée d'intervention de plusieurs heures (retour d'expérience).

Commentaire :

Une étude de dangers, comme les diverses mesures de secours (Extincteurs, RIA, PIA, Hydrants, canons à mousse) sont de beaux discours si les vérifications (conformité aux normes, résultats attendus en tant que moyens de protection) ne sont pas effectuées telles que :

- *Les tests lors de la mise en route (réception de travaux),*
 - *Les exercices, simulations*
- La correction des points de non-conformité*

ne sont pas effectués.

Nous recommandons à la base aérienne de prendre en compte l'ensemble des observations SIDS et d'être vigilant sur la bonne exécution des tests, exercices et amélioration continue.

4.1.3. Avis de la DDTM et de l'INOQ

Ces services n'ont pas rendu d'avis.

4.2. OBSERVATIONS DU PUBLIC

Nous avons recueilli : Aucune observation

Commentaire :

La présente enquête publique est la 3^{ème} concernant le projet MRTT :

- *Avril 2017, Phase 1 du projet MRTT*
- *Septembre 2017, Extension du dépôt des essences pour le projet MRTT*
- *Juin 2020, Phase 2 du projet MRTT*

Les commissaires enquêteurs n'ont eu quasiment aucune personne et aucune observation (une personne et un avis favorable, concernant l'enquête du service des essences).

5. DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête étant dématérialisée, aucune permanence n'a été organisée.

Via le registre dématérialisé, le public avait la possibilité d'envoyer une demande de rendez-vous par mail au commissaire enquêteur.

Aucune demande de rendez-vous n'a été sollicitée.

Le dossier soumis à l'enquête est resté à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête publique. Le public avait la possibilité de le consulter librement au service d'urbanisme de chaque commune concernée par l'enquête, à la préfecture des Bouches-du-Rhône et via Internet, et de consigner leurs remarques sur le registre d'une des communes ou d'envoyer un courrier ou un mail.

L'enquête terminée, prenant en compte le déroulement de celle-ci, le commissaire enquêteur a rédigé ses conclusions motivées. Celles-ci font l'objet d'un document séparé.

6. ANNEXES AU RAPPORT D'ENQUETE ...

- ANNEXE 1 Décisions
- A.1.1 : Arrêté portant ouverture d'une enquête publique dématérialisée sur la demande formulée par la base aérienne 125 d'Istres pour la création des infrastructures d'accueil et de soutien des avions ravitailleurs Multi Rôle Tanker Transport (MRTT) – Phase 2 (Projet urgent et d'intérêt national article 12, ordonnance du 25 mars 2020)
- A.1.2 : Copie de la décision du Tribunal administratif de Marseille qui désigne Fabienne CARRIAS, en qualité de Commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique
- ANNEXE 2 Publicité : Avis publié dans la presse régionale La Provence et la Marseillaise
- A.2.1 : Avis d'enquête publique du 03/06/2020
- A.2.2 : Copie des insertions presse du 05/06/2020
- A.2.3 : Copie de l'insertion presse La Provence du 23/06/2020
- A.2.3 : Copie de l'insertion presse La Marseillaise du 23/06/2020
- ANNEXE 3 Affichage :
- A 3.1 : Affichage
- A.3.1.1 : Plan d'affichage pour la base aérienne 125
- A 3.2 : Constatation des publications Internet, 24/06/2020
- A.3.2.1 : Page « Actualité » Site de la ville d'Istres
- A.3.2.2 : Page « Urbanisme » Site de la ville d'Istres
- A.3.2.3 : Page Facebook de la ville d'Istres
- A.3.2.4 : Site de la Préfecture des Bouches du Rhône (1/2)
- A.3.2.5 : Site de la Préfecture des Bouches du Rhône (2/2)

Le rapport d'enquête et les conclusions sont envoyés :

- à la Préfecture, en une version originale papier non reliée pour permettre les impressions futures et une version électronique
- au Tribunal administratif, une version originale papier reliée